



Monsieur de Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président

Les négociations sur le Grand Marché Transatlantique peuvent officiellement démarrer depuis que le Conseil des ministres du Commerce de l'Union européenne a adopté le 14 juin dernier le mandat de négociation confié à la Commission.

Vous le savez, nous contestons le bien fondé de ce projet. Il a pour but de démanteler les « barrières douanières et réglementaires » entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique. Les droits de douane étant plus élevés en Europe, cela donnerait un avantage de 30% aux produits américains. La Commission européenne prévoit des suppressions d'emplois dans des secteurs stratégiques et admet une hausse des gaz à effet de serre. L'abolition des barrières réglementaires conduirait par exemple l'Europe à autoriser les poulets lavés au chlore et le bœuf aux hormones, à abaisser les normes environnementales sur la pollution automobile ou la construction. Les entreprises auraient le droit d'attaquer devant des tribunaux privés les Etats coupables d'avoir fixé des normes sociales ou environnementales qui limitent leur profit.

Nous considérons que ce projet de libre échange a pour objet de favoriser non les peuples, mais l'avidité d'un capitalisme financiarisé et mondialisé dont on voit partout les dégâts. Il menace notre modèle de société et nie la souveraineté des citoyens en Europe. Pourtant, il n'a jamais fait l'objet d'un débat public ni même, dans sa globalité, d'un débat au Parlement.

Nous estimons que les événements récents révélés par Edward Snowden rendent encore plus nécessaire de ne pas s'y engager.

La Commission, qui négocie en notre nom, le fait en effet sur la base d'un mandat secret, alors que les dirigeants des Etats-Unis y ont eu, eux, accès à travers un espionnage récemment révélé ! Comment dans ces conditions entamer des négociations ? Ces derniers événements, d'une rare gravité, devraient, à eux seuls, rendre caduque ce projet. Comment en effet mener des négociations quand la partie avec laquelle on négocie espionne en permanence ? Les Etats-Unis voient dans le projet de Grand Marché Transatlantique le moyen de défendre ses intérêts de grande puissance. La Commission européenne y voit l'occasion de favoriser le développement des multinationales et du système financier. Le peuple français comme ceux des autres pays européens n'ont rien à y gagner.

En conséquence, nous vous demandons solennellement Mr le Président de bloquer immédiatement ces négociations.

Dans cet espoir, veuillez croire, Monsieur le Président, à nos plus salutations les plus distinguées.

Front de Gauche (PCF, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, République & Socialisme, C&A, PCOF, FASE, Gauche Anticapitaliste, Alternatifs)